

Débat n° 3

Exposé d'Yves MARGUERAT (1)

ACTIVITES INDUSTRIELLES ET RELATIONS

VILLES-CAMPAGNES

(L'exemple du Cameroun)

L'apport du secteur secondaire n'est généralement guère analysé dans l'étude des rapports entre villes et campagnes. Certes, il ne s'agit pas là d'un élément décisif du problème, mais la question mérite tout de même attention.

I - Problèmes de définitions

Qu'entendons-nous par "activités industrielles" ?

- "Secteur Secondaire" = activités de Transformation, par opposition aux activités de production : ne permet pas de rendre compte des activités minières, forestières, des travaux publics...
- "Industrie" opposé à "Artisanat" : critère de taille (nous choisissons conventionnellement comme limite inférieure 25 employés ou 25 millions de chiffre d'affaires).
- Mais il y a plus important : une différence de type d'activité. L'artisanat reste inséré dans l'économie traditionnelle, ce qui a pour conséquence, entre autres, l'absence de comptabilité écrite accessible au chercheur... ou au fisc. Même doté d'un souci de productivité et de compétitivité -à l'échelle d'un village ou d'un quartier- l'artisanat reste largement extérieur au jeu économique général : par exemple, sa main d'oeuvre, très souvent, n'est pas composée de salariés mais d'"apprentis" qui payent un écolage au patron.

Concrètement, l'artisanat est absent des documents qui recensent les industries. On trouve cependant dans ceux-ci des entreprises qui n'atteignent pas la norme que nous avons définie : on les rangera dans la catégorie des semi-

(1) notes de l'orateur.

artisanales, importante numériquement (74 sur les 371 que nous recensons au Cameroun), mais économiquement négligeable (1,4 % du chiffre d'affaires, 1,2 % de la main d'oeuvre).

En fait, ce qui caractérise les pays sous-développés, c'est, entre autres déséquilibres, le dualisme entre secteurs traditionnels et secteurs d'économie moderne. Parmi ces dernières, nous qualifierons d'"activité de type industriel" toutes les entreprises de transformation, mais aussi de production, qui répondent aux critères de la technicité et de la compétitivité modernes. Il s'agit de firmes se développant en régime de concurrence (et même de concurrence internationale), cherchant à rationaliser leur activité par un constant effort de perfectionnement technologique et d'amélioration de la productivité. Perpétuellement en croissance -car stagner serait mortel- ces firmes sont grosses consommatrices de capitaux, que l'autofinancement ne peut satisfaire; elles sont donc placées dans un jeu financier, bancaire et boursier lui aussi de niveau international; de même le recrutement de leur personnel d'encadrement, presque toujours européen.

Cette unité fondamentale du secteur moderne nous fait admettre à côté des entreprises industrielles "classiques", indiscutables, un secteur composite que nous proposons de baptiser "para-industriel" et qui comprend : les Travaux Publics, la fourniture d'énergie, les exploitations forestières et les plantations industrielles (dont l'opposition avec les plantations "familiales" est très caractéristique). Ne pas tenir compte de ces deux dernières catégories serait d'autant plus difficile que leurs firmes possèdent très souvent de véritables activités industrielles : scieries, usines de découpage ou d'imprégnation des bois, huileries, usines d'égrenage du coton, de séchage du latex, de triage du café... -le plus souvent non individualisées dans les documents statistiques dont nous disposons.

A côté des grandes plantations, existent des firmes que nous suggérons de nommer "pseudo-plantations" (au Cameroun : U.C.C.A.O., S.F.C.T., C.F.D.T., et S.E.M.R.Y.) (1) qui ont toutes les activités des plantations (recherche technologique rationalisation de la gestion et de la production compétitivité commerciale...) sans rien planter elles-mêmes, puisqu'elles ont pour but d'encadrer une production agricole familiale. Elles sont beaucoup trop importantes pour qu'on puisse les négliger (d'ailleurs toutes possèdent une ou plusieurs usines, parfois de taille considérable.

(1) U.C.C.A.O. : Union des Coopératives du Café Arabica de l'Ouest.
S.F.C.T. : Société Franco-Camerounaise des Tabacs.
C.F.D.T. : Compagnie Française pour le développement des Textiles.
S.E.M.R.Y. : Secteur Expérimental de Modernisation Rizicole de YAGOUA.

Pour ce qui est de la taille des firmes, nous employons la classification suivante:

Firmes	nombre - d'employés		nombre de firmes	Pourcentage du total national		
	ou - de millions de chiffre d'affaires	ou - de millions d'investissement		Main d'oeuvre	Chiffre d'affaires	Investissements
très importantes	+ de 1000		28	50 %	48 %	81 %
importantes	de 250 à 999		65	27 %	30 %	13 %
moyennes	de 100 à 249		81	14 %	13 %	6 %
petites	de 25 à 99		123	8 %	7 %	

x

x x

Une fois ces préliminaires posés, la problématique qui nous intéresse est : en quoi ces activités de type industriel interfèrent-elles dans les rapports entre villes et campagnes ? C'est-à-dire en quoi modifient-elles

1°/ le rayonnement des villes sur les espaces ruraux,

2°/ la croissance des villes et leur particularisation par rapport aux campagnes ?

II - Industries et structuration de l'espace

Deux aspects principaux :

- a) drainage des produits des campagnes
- b) diffusion des "marchandises" industrielles

A/ Drainage des campagnes : essentiellement des productions de l'agriculture familiale.

a) le plus important : les réseaux des pseudo-plantations réorganisent profondément l'espace (cf. aménagements hydrauliques du S.E.M.R.Y., vulgarisation du café et du tabac par l'U.C.C.A.O. et la S.F.C.T., diffusion de la culture attelée par la C.F.D.T.). Elles affermissent leur contrôle par un réseau plus ou moins serré et vigoureusement hiérarchisé de moniteurs agricoles, de postes d'encadrement, de marchés autorisés, de centres de traitement, voire de grosses usines de conditionnement.

Le S.E.M.R.Y. ne dépasse pas la zone de rayonnement normal de la ville de Yagoua.

La S.F.C.T. et surtout l'U.C.C.A.O. ont calqué leur structure sur le découpage administratif, avec prépondérance marquée de BATOURI (ancienne capitale régionale) pour la première, et, tout particulièrement, de BAFOUSSAM pour la seconde.

La C.F.D.T. a fortement marqué le réseau urbain du Nord : elle a fait de KAELE, son siège, une véritable ville et a centré la production sur ses usines d'égrenage : MORA-KOURGUI, TOUBORO, MAROUA et GAROUA, chacune desservie par un dense réseau de ramassage. Cependant son évolution actuelle nous la montre aujourd'hui plus attentive au réseau urbain existant : ni KOURGUI ni TOUBORO n'ont "pris" comme ville, et c'est sur MAROUA, GUIDER et surtout GAROUA, métropole régionale, que sont faits ses nouveaux investissements industriels, qui renforcent donc la hiérarchie urbaine actuelle.

b) les autres produits tropicaux n'ont pas donné lieu à d'aussi spectaculaires organisations spatiales. Ainsi le traitement industriel du cacao par la SICACAO à Douala et la SOCACAO à Yaoundé est sans influence sur les systèmes de ramassage. Ces deux usines se sont simplement implantées, après coup, là où se concentre la commercialisation. Par contre il en va autrement pour le café autour de NKONGSAMBA : il faudrait une étude précise pour le savoir, mais il semble bien que les propriétaires des nombreuses usines à café de la ville --qui sont en même temps planteurs et commerçants (et souvent bien d'autres choses encore) -- jouent un rôle essentiel dans la commercialisation, comme dans la production, du café entre MANJO et MELONG : peu de planteurs sont assez puissants pour ne pas devoir passer par eux. On aurait là l'amorce d'une relation ville-campagne un peu analogue à celle du Languedoc viticole, voire du Nord-Est brésilien où les "SENHORES DE ENGENHO" contrôlent la production sucrière en tenant le point de passage obligé qu'est le premier conditionnement industriel.

Au Cameroun Occidental, les coopératives sont très puissantes, comme la BAKWERI COOPERATIVE UNION OF FARMERS; elles ne laissent qu'une faible marge de manoeuvre aux grands commerçants de BAMBENDA ou de KUMBO; mais, selon l'habituelle tradition anti-urbaine des britanniques, elles ont fréquemment leur siège, et leurs installations industrielles, en rase campagne.

c) La collecte des produits miniers et forestiers n'a guère donné lieu à un affermissement du pouvoir centralisateur des villes : MAYO DARLE, siège de l'extraction de la cassitérite, n'est qu'une insignifiante bourgade. Au contraire, même, les exploitations forestières peuvent nuire aux villes en s'en écartant (comme l'E.F.C. implanté hors de SANGHELIMA, affirmant lieux tenir ses ouvriers en les gardant à l'écart de la ville, de ses tentations, ... et de ses délégués syndicaux), en les court-circuitant (comme la SFID de DIMAKO traçant ses propres routes pour rejoindre le chemin de fer sans passer par BERTOUA, comme l'en enjoignaient les responsables de l'Aménagement du Territoire), ou en s'en retirant (comme s'est effondrée ESEKA après la fermeture de la grande usine de la LBC et, actuellement, le repli de ses activités sur "sa" route, vers l'océan).

Seul cas où l'industrie du bois coïncide avec le rayonnement d'une ville : l'usine de contreplaqué de la COCAM à MBALMAYO, mais elle n'est venue qu'après coup pour profiter du rôle de principal centre de groupage des grumes de cette ville, première gare du Cameroun pour le trafic du bois.

b) Deuxième aspect de l'organisation spatiale des campagnes autour des villes, la diffusion de la production des industries des villes. Celle-ci est encore embryonnaire : les principales entreprises qui travaillent pour le marché local se contentent d'avoir quelques représentations commerciales dans les principales villes, en laissant aux commerçants locaux le soin de diffuser les produits sur les marchés de la brousse. On retrouve donc là la problématique classique du rayonnement commercial des villes sur les campagnes.

Mentionnons cependant la politique commerciale dynamique de certains industriels (BATA, S.I.P.E.C., CICAM, MAISON du CYCLE...) visant à quadriller le territoire d'un réseau de points de vente et même, pour les BRASSERIES DU CAMEROUN, d'un réseau d'usines implantées dans les principaux centres régionaux, desservant chacune un ensemble de points de vente locaux.

Un effort est fait aussi -de la part de l'Etat- pour améliorer la mise en valeur industrielle des ressources locales : usine CIMENCAM à FIGUIL, pour

desservir le Nord en ciment, usine de tissage de la CICAM à GAROUA, que complète l'usine d'impression de Douala. Quand le complexe sera terminé, le Cameroun aura ainsi toute la chaîne du coton, de la production et des premiers traitements -dans le Nord-, au finissage et à la commercialisation- dans le Sud (où se trouve le marché principal).

Autre exemple de réaménagement complémentaire de l'espace par un complexe industriel : le groupe ALUCAM, qui, en aval, diversifie sa production par ses usines de Douala (ALUBASSA et CTIC), et, en amont, implante ses barrages-réservoir (MBAKAOU et NDOP), mais ici la campagne est en fait complètement négligée, voire niée (inondation de la plaine NDOP, sans coordination avec les tentatives de développement de la riziculture). Le barrage de LAGDO, sur la Haute BENOUE, relevera par contre plus de l'aménagement agricole que de l'équipement industriel; cependant il renforcera la position privilégiée de GAROUA.

III - Industries et croissance urbaine

Dans quelle mesure la naissance et la croissance des industries amènent-elles le renforcement quantitatif et qualitatif des villes ? Dans la mesure où entreprise industrielle signifie présence de salariés, qui doivent acheter leur alimentation et peuvent dépenser une partie de leur argent en superflu; il y a donc là un facteur évident d'urbanisation, au point que certains experts -comme les urbanistes du S.M.U.H.- calculent un coefficient de 1 salarié = 10 habitants (ce qui nous paraît un peu trop élevé). Cependant la réalité concrète paraît plus complexe.

A/ Voyons d'abord ce qui se passe quand une entreprise de type industrielle est installée ex-nihilo, hors de toute ville pré-existante.

a) les activités forestières et minières, nous l'avons dit, ont été en fait peu urbanisantes : avec ses 300 employés, la mine de MAYO DARLE ne fait que vivoter une bourgade d'à peine 2000 âmes. (Exemple inverse, le KATANGA, mais là il s'agit d'exploitations minières autrement importantes !). Les exploitations forestières, par définition mobiles, ne donnent naissance à un noyau urbain que si elles installent des activités de transformation du bois importantes et durables. Alors le campement d'ouvriers devient une petite ville -critère fort révélateur, l'Administration vient alors s'y installer, comme à DIMAKO. Autre facteur d'urbanisation -au moins visuelle-, les scieries offrent à leurs employés des facilités pour acheter des planches, et ces bourgades, comme BADJOB ou PONT-DU-SOO,

tranchent ainsi sur la médiocrité de l'habitat rural. De même le village de FIGUIL, sur un gisement de calcaire qu'exploite déjà une petite usine de chaux, est partiellement construit en belles pierres de taille qui lui assurent un véritable cachet urbain.

b) les grandes plantations industrielles sont un cas très particulier. Ce n'est ni la ville, ni la campagne, au fond, c'est un troisième état. Expliquons-nous : les grandes plantations réunissent de vastes concentrations de main d'oeuvre, logés en camp plus ou moins importants, souvent avec toute leur famille. La plantation assure en général des services sociaux nombreux : écoles et dispensaires toujours, distractions parfois, coopératives d'achat souvent. Et l'Administration vient s'y accoler, avec ses sous-préfets, ses percepteurs, ses gendarmes... Il s'agit donc d'une population qui a de très nombreux caractères urbains : habitat groupé, avantages sociaux de la ville, salariat général et achat des aliments, mêmes si certaines plantations tolèrent un peu de cultures vivrières dans leurs zones libres; le travail est agricole pour la plupart des employés, mais un nombre notable d'entre eux travaille dans les usines, les services d'entretien, de stockage et de commercialisation, ou l'administration... Donc un style de vie urbain; mais pourtant, ce ne sont pas des villes : il manque un élément essentiel, la structure de relation, c'est-à-dire la place dans un réseau urbain et le contrôle sur un espace rural environnant dont la ville est l'indispensable complémentaire. La grande plantation est une île, un espace clos sur lui-même -sauf vers un lointain outre-mer-, sans autres liens avec la région qui l'entoure que le pompage de sa main-d'oeuvre (encore souvent celle-ci vient-elle de fort loin). Ni villes, ni campagnes, sans relations ni avec l'une, ni avec l'autre, les plantations n'ont donc, direz-vous, rien à faire ici, mais il serait dommage de les négliger dans notre réflexion théorique, ne serait-ce que comme repoussoir.

La coupure n'est d'ailleurs pas toujours aussi nette : ainsi à MBANDJOCK voit-on se développer quelque chose qui ressemble bien à une ville. MBANDJOCK est née de la création ex-nihilo (pour des raisons de qualité des sols et de facilité des transports) d'un complexe agro-industriel composé d'une grande plantation de cannes à sucre et d'une usine sucrière, dans lesquelles la main d'oeuvre travaille alternativement. Celle-ci n'est pas logée ni encadrée par l'entreprise, mais par l'Administration, qui y a aussitôt installé une sous-préfecture et les divers services qui l'accompagnent généralement. Certes le plan d'urbanisme prévu a été -pour diverses raisons- un échec total, et l'embryon urbain se développe dans la plus complète anarchie, mais il se développe : les commerçants, attirés par la route

et par la gare, s'y implantent progressivement, et l'on a vu récemment les femmes des salariés s'organiser en coopérative pour perfectionner leurs cultures vivrières. Mais la grande chance de MBANDJOCK, c'est qu'il y a là place -on pourrait dire écologique- pour une ville d'étape à 100 km de Yaoundé, malgré la pauvreté de la région, et l'usine de la SOSUCAM peut en être le noyau, le catalyseur.

B/ Quelles sont les relations entre une ville (pré-existante) et les industries qui s'y installent ?

Il est bien évident que par le potentiel de main d'oeuvre et de marché qu'elle représente, par l'infrastructure dont elle dispose (énergie, transports, administration, services commerciaux), par l'effet de boule de neige qu'y permettent les implantations déjà existantes, la ville -et surtout la grande ville- favorise considérablement l'implantation de nouvelles industries, qui à leur tour, en lui procurant emplois et (parfois) rayonnement sur l'espace environnant, accéléreront sa croissance.

Ce schéma général doit cependant être nuancé dans le détail. Ainsi est-il naturel d'associer les noms d'EDEA et d'ALUCAM. Ville et usine sont censées vivre et prospérer de concert. Rien n'est moins sûr en fait : le complexe industriel s'est développé en dehors de la ville, sur une île de la SANAGA, et passablement en vase clos : il loge, nourrit, éduque ses employés sans avoir recours aux services de la ville qui, apparemment, n'en reçoit que les miettes. Elle se développe -médiocrement-, de son côté, grâce à ses entreprises locales fondées surtout sur l'exploitation des forêts et des palmeraies environnantes.

Il y a toutefois une notion théorique que nous voudrions esquisser : celle de minimum industriel urbain. Dans un milieu de niveau économique donné, une ville d'une certaine taille doit avoir un niveau minimum d'entreprises industrielles pour assurer les services essentiels dont a besoin la région et qu'il serait trop onéreux d'aller chercher dans une ville voisine.

Il y a donc trois variables en jeu :

- le niveau de développement de la région, c'est-à-dire concrètement sa monétarisation, son potentiel d'achat (c'est ici que nous nous retrouvons en plein dans les relations villes-campagnes);

- la taille de la ville, taille numérique et "poids" dans les réseaux de relations;

- son isolement, capable ou non de décourager par le prix du transport la concurrence de centres mieux équipés.

Ces services industriels de base sont la construction et les diverses annexes des industries du bâtiment, les premiers conditionnements des produits agricoles et forestiers, les garages et la petite mécanique, certaines industries alimentaires (souvent semi-artisanales) comme la boulangerie ou les boissons, fréquemment des imprimeries (bien souvent liées aux missions), parfois même des fabriques de meubles ou des entreprises de confection...

En dehors des interventions de l'Etat, c'est de ces catégories que relèvent les entreprises qui existent à NKONGSAMBA, à BAFUSSAM, à TIKO, à KUMBA, à BAMBENDA, à GAROUA, à VICTORIA et même à Yaoundé, où le primat de la fonction administrative a entraîné le développement d'un colossal secteur d'industries du bâtiment et des Travaux Publics. C'est donc au niveau des capitales régionales que se trouve cette catégorie d'industries "de base".

Au total, en l'état actuel du développement du Cameroun, et sans doute de la plupart des autres états africains, seuls les très grandes métropoles représentent vraiment un milieu favorable aux implantations industrielles, avec interconnexions entre elles et effets cumulatifs. Mais l'espace où se déploie la vie de relation d'une métropole est celle d'un pays tout entier, voire de plusieurs, et cette problématique là outrepassé complètement notre problème de relations villes-campagnes.

Au total, comme on pouvait s'y attendre dans une économie encore largement coloniale, c'est par le drainage des produits des campagnes que les activités de type industriel participent à la structuration de l'espace autour des villes; la diffusion de leurs propres productions et la formation de véritables villes autour d'elles restent encore bien embryonnaires; les créations d'entreprises industrielles suivent plutôt que ne le précèdent le développement des villes afin de répondre à leurs besoins essentiels, mais on n'étant que bien rarement un élément moteur de l'urbanisation.

DISCUSSION

M. VENNETIER

- D'une manière générale, les villes ont existé avant les industries. Celles-ci n'ont donc pu jouer un rôle moteur dans l'urbanisation, sauf au Katanga où les exploitations minières ont entraîné la création de centres urbains.

Dans un petit nombre de cas cependant, c'est une entreprise qui a été à l'origine de la création d'une ville : exemple Jacob et la plantation de canne à sucre de la S.I.A.N. au Congo Brazzaville. De même Alucan a joué un rôle moteur dans la croissance d'Edéa.

M. MARGUERAT

- Ce qui a attiré les gens à Edéa, ce sont les fonctions banales des autres petites villes du sud camerounais : exploitations forestières, huileries, marchés. C'était un point de contact entre Bassa, Bakoko et Douala avant l'installation d'Alucan et elle est restée une ville Bassa. Sa situation n'aurait sans doute pas été très différente sans Alucan.

M. VENNETIER

- Je mets en doute la structuration de l'espace par les "pseudo-plantations". Elle a préexisté à l'installation de ces organismes. D'autre part, il ne s'agit pas d'une activité de type industriel. Dans les entreprises, il conviendrait d'isoler les producteurs du personnel travaillant dans les usines.

M. MARGUERAT

- Il n'a pas été possible, au vu des renseignements recueillis, de répartir le personnel suivant le type exact d'activité. Il était intéressant cependant d'inclure ces entreprises à cause de leur rôle dans l'organisation régionale; dans le Nord du Cameroun, par exemple, la CFDT a un rôle moteur dans le processus d'urbanisation.

M. ROCHEFORT

- La distinction entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire est de peu d'intérêt. Il vaut mieux différencier des types d'unités économiques (traditionnel ou moderne, public ou privé). D'autre part il ne faut pas perdre de vue ce qui nous intéresse ici, à savoir la finalité sur la campagne de ces unités.

M. LASSERRE

- Le procédé retenu dans cette classification aboutit à amplifier notablement le rôle des industries camerounaises en y incluant les activités qui ne sont pas proprement industrielles. Celles-ci par contre auraient davantage leur place dans une étude des grandes entreprises économiques.

M. ROCHEFORT - Il faut aller au bout de l'analyse économique et distinguer des structures modernes dans les unités économiques, sans pour autant les assimiler à des structures industrielles. Dans les unités économiques d'encadrement dont il est question, l'on trouve un secteur primaire, un secteur secondaire et un secteur tertiaire. En ce qui concerne les rapports villes-campagnes, ces unités jouent un rôle important : elles effectuent des prélèvements ou sont chargées de moderniser la campagne; on ne peut donc les ignorer dans les relations villes-campagnes.

MINISTRE REGIONAL NEM	ETA ULISU- SCOLAIRES	PROFESSEUR DISPENS	MARCHES	MISSIONS	AGRICULTURE	ADMINISTRATIVE	SEVASTE	GENDARM	CHASSE POTAGE COURONNEMENT	INSTRUMENT JEU SINGIER	DIR. JARTE	TRAVAIL SOLAIRES
-----------------------	-------------------------	-----------------------	---------	----------	-------------	----------------	---------	---------	----------------------------------	------------------------------	------------	---------------------

CENTRES REGIONAUX

MIFI	56 000	BAFOUSSAM
MUSAM	29 100	BAHENDA
MUNGO	56 800	MKONGSAMBA

VILLES PRIENALES

NSAM	11 900	BAFIA
MENGA	13 000	BACHANG
HT NRAM	13 600	BAFANG
DAMOUN	29 000	FOUMBA
ME	40 100	BAHANGATE
BUI	14 500	KUMBO
CHANG	7 000	MBOUDA
MITCH	18 000	WUM
DONIA	4 700	NKAMBE

CENTRES SECONDAIRES

MUNGO	48 000	LOUM
MUNGO	8 600	MIFONG
MAMON	12 000	FOUMBOT
NSAM	6 100	BAHANGATE
MEAM		DALI
MUNGO	19 100	MOUNGA
MUNGO	10 500	MAMBO
NSAM		BEKFO
MU		BAHANGATE
MUNGO	10 200	BAHANGATE
MUNGO	7 200	MAMTRON
MUNGO	1 100	BANA
MUNGO	6 000	BAHANGATE
MUNGO	6 800	NDOP
MUNGO	6 800	MEKEM

BOURGS

MUNGO	2 100	COMPANY
MUNGO	750	YINGUI
MUNGO	2 500	NDOUNGUE
NDÉ	7 300	TONGA
MIFI		LIHAM
MUNGO	6 400	SARE
MUNGO		NYONGE
MUNGO	2 100	BANKIM
MUNGO	3 400	MAGRA
MUNGO	4 800	BAMBOU
MUNGO	4 400	FENTEM
MUNGO	1 000	BAMBOU/MOUN
MUNGO	12 000	KOUTABA
MUNGO		DAFOT
MUNGO	4 000	MALGWEI
MUNGO	7 300	BAZOU
MIFI	7 200	BAHANGATE
MIFI	4 400	BAMBOU
BAMBOU	1 300	ALIM
HT NRAM	700	PETIT DIOUM
MUNGO	3 200	SANTA
MUNGO		BAFOUSSAM
MIFI		MAMBO
DONIA		NDU
MUNGO	2 600	OMESSA
NDÉ		BANGWA
MIFI		BAYANGAM
MUNGO	2 350	MAMBO
BAMBOU		BATCHAM
MUNGO	1 400	NGHO
MUNGO	2 000	MAMBO
MUNGO	4 500	SANTCHEU
MUNGO	3 800	FOKUE
BAMBOU		BABADJOU
MUNGO	2 300	NLOHE
MAMBO	2 100	MAYD DARLE
MUNGO	4 700	BATIBO
BAMBOU	2 300	MAMBO
BAMBOU	4 800	MAMBO
BUI	1 100	JAKIRI

O.R.S.T.O.M.
24, rue Bayard
Paris VIIIe

Section de
Géographie

COLLOQUE SUR LES
RELATIONS VILLES-CAMPAGNES
DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

-:-:-:-

21-22 septembre 1971

-:-:-:-